
Communiqué fédéral

Saint-Denis, le 28 mars 08

Sud-éducation appelle à amplifier la mobilisation dans l'éducation nationale !

Blocages, débrayages, occupations, manifestations, grèves... la lutte contre le plan social dans l'éducation nationale se structure et commence à essaimer en dehors de la région parisienne (Toulon, Toulouse, Blois

D'ores et déjà, de nombreux établissements du second degré dont des lycées professionnels, en Ile-de-France sont en grève reconductible, en blocage ou en action (manifestations devant les Rectorats ou les Conseils généraux rassemblant enseignants, parents et lycéens) depuis trois semaines pour certains établissements en : **Seine-et-Marne**, dans les **Yvelines** (lycées Condorcet, Saint-Exupéry, collèges Galilée, Thierry, Cézanne, Clemenceau et La Vaucouleurs à Mantes et Limay), en Seine-St-Denis (Saint-Denis, Drancy, Bobigny, Montreuil, Aubervilliers, Aulnay, Chelles...), dans l'est parisien (Lycée Voltaire, Bergson...).

Ces établissements se coordonnent dans le cadre d'une Assemblée générale des établissements d'Ile-de-France qui a appelé à poursuivre la grève reconductible là où les conditions existaient, et à faire du 21 et du 27 mars des moments forts de grève et de manifestation.

La Fédération Sud-éducation se félicite du succès de la grève et de la manifestation du 27 mars qui a rassemblé plus de 10000 personnes dont de très nombreux lycéens qui se retrouvent une nouvelle fois dans la rue avec les enseignants.

Elle soutient l'Assemblée générale réunie le soir même qui lance un nouvel appel à la grève et à manifester le mardi 1 avril en direction du Ministère (RDV à 14h30 RER Luxembourg), appel repris par les lycéens.

La Fédération Sud-éducation regrette que l'Intersyndicale du second degré dont elle est partie prenante n'ait pu se mettre d'accord pour exprimer son soutien à la mobilisation en cours et demande aux organisations syndicales de l'éducation nationale de prendre leurs responsabilités en relayant le combat des personnels en lutte.

La Fédération Sud-éducation appelle tous les personnels à se réunir dans leurs établissements en assemblée générale pour exprimer leur refus de la casse de l'éducation nationale, se coordonner et décider des actions à mettre en œuvre.

Premier degré, second degré, universités, tous les personnels sont menacés : seule la grève intercatégorielle fera plier le gouvernement.

- Refus des suppressions de postes et d'options, des heures supplémentaires, de la surcharge des effectifs, de la généralisation des bacs pro en 3 ans et de la suppression des BEP. Refus de la suppression de la carte scolaire. Demande de réaffectation de tous les postes nécessaires (enseignants, vie scolaire, d'orientation, médicaux, sociaux, TOS).

- Refus des conclusions de la commission Pochard, du démantèlement de la fonction publique, de la suppression de la garantie d'emploi pour les fonctionnaires, de la précarité. Demande de titularisation de tous les précaires.

- Refus dans le premier degré des nouveaux programmes, des heures de soutien imposées, des stages de « remédiation », de Base-élève...

A cette attaque globale, répondons globalement ! Soyons offensifs !